

# Réforme de la gouvernance de la sécurité : contribution de ARGA/Burkina

Une contribution du Forum multi-acteurs sur la transition

Bamako, 8 décembre 2015

Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique-Burkina Faso (ARGA/Burkina)

# Plan de présentation

---

- ⇒ Introduction: rappel du contexte
- ⇒ Démarche méthodologique
- ⇒ Refonder les forces de défense et de sécurité
- **Les enjeux et défis de RSS**
- **Deux séries de propositions**
- ⇒ Les propositions déjà prise en compte dans les réformes de la transition

# Introduction

---

- ❑ Installation progressive de la menace terroriste dans la sous-région ouest-africaine depuis la crise malienne et les péripéties de sa résolution,
- ❑ Attaques de Bokou Haram au Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad et
- ❑ Des incursions de groupes non identifiés au Burkina depuis 2014,

Ces situations relancent l'urgence d'une gouvernance du secteur de la sécurité impliquant davantage en plus de l'Etat, d'autres acteurs notamment la société civile, les collectivités territoriales et les citoyens pris individuellement.

- ❑ Expérience de ARGA/Burkina ne concerne pas que la sécurité mais procède d'une démarche globale qui intègre la réforme du secteur de la sécurité (RSS) comme un enjeu majeur de gouvernance

## Démarche méthodologique en 3 phases

---

- ❑ capitalisation (collecte d'expériences auprès d'une cinquantaine de personnalités: officiers à la retraite, responsable des département de la défense et de la sécurité, partis politiques, leaders d'OSC, coutumier et religieux, personnes ressources, victimes de violence politiques, etc.)
- ❑ élaboration d'un premier draft de propositions et la mise en débat dans le cadre d'un forum national réunissant différentes composantes sociopolitiques
- ❑ l'élaboration et la diffusion du cahier de propositions ;

## Les enjeux et défis de RSS

---

- la restauration d'une armée républicaine et réunifiée, en passant d'une armée politisée et contrôlant le pouvoir politique à une armée dépolitisée et contrôlée par le pouvoir politique, d'une part et, d'autre part, en créant les conditions d'un assainissement et d'un rétablissement de l'autorité ;
- la définition d'une nouvelle politique sécuritaire structurée autour des enjeux et impliquant la transparence et le contrôle démocratique ;
- la définition d'une nouvelle géographie des forces de défense et de sécurité visant leur reterritorialisation au service de la protection des biens, des personnes, de l'intégrité du territoire national et au service du développement économique et social.
- la prévention de l'extrémisme et de la radicalisation des communautés notamment les jeunes à travers l'amélioration de leurs conditions

# Refonder le secteur de la sécurité: deux séries de propositions

---

## □ Pour dépolitiser et restaurer l'unité et la discipline au sein des forces de défense et de sécurité

- dresser l'état de lieux des forces existantes (forces armées, gendarmerie, police, douanes, etc.) ;
- réformer le cadre politique (de sécurité), juridique et législatif (séparation des pouvoirs, contrôle démocratique, droits et devoirs des militaires, statut, ordre disciplinaire, solde, couverture sociale, réinsertion après le service, etc.) ;
- démilitariser le pouvoir politique en codifiant la participation politique des éléments des forces de défense et de sécurité (candidatures aux élections, implication dans les à caractère politique, etc.) ;
- consacrer une incompatibilité entre les fonctions militaires et certaines hautes fonctions politiques ;
- unifier l'armée en plaçant tous les centres de commandement sous l'autorité de l'Etat-major général ;
- instituer un haut conseil militaire chargé d'examiner les nominations dans les hautes fonctions militaires et sécuritaires ;
- instaurer la transparence dans la désignation des soldats et officiers pour les missions internationales et reverser effectivement les primes dues ;
- renforcer les capacités des écoles et centres de formation et d'entraînement militaire

# Refonder le secteur de la sécurité: deux séries de propositions (suite)

---

## □ Pour réorganiser et adapter la structuration et la géographie des forces armées aux objectifs de développement économique et social et aux menaces sécuritaires internes et externes

- réorganiser les régions militaires et revoir l'implantation des camps et unités des forces de sécurité et de défense sur le territoire national (une judicieuse déconcentration des différents corps des forces armées, conformément à la nouvelle géographie des menaces sécuritaires) ;
- se doter d'unités spéciales bien formées, bien équipées et redéployées conformément aux défis et exigences des contextes national, régional et international ;
- mettre certaines compétences de l'armée et des forces de sécurité au service du développement (travaux publics, protection civile) ;
- mutualiser les forces et les moyens au sein des communautés régionales (CEDEAO, notamment) dans le cadre de la lutte contre la criminalité transfrontalière et les menaces terroristes ;
- améliorer les conditions de vie en vue de réduire la radicalisation et l'extrémisme violent chez les jeunes desoeuvrés et sans perspective d'avenir ;
- impliquer les communautés, les organisations de la société civiles, les autorités coutumières et religieuses, les élus locaux, etc. dans la gouvernance du secteur de la sécurité

# Quelques propositions déjà prises en compte

---

- la dépolitisation de l'armée (article 12 de la loi N°019-2015/portant statut général des personnels des forces armées nationale qui interdit aux militaires d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique ;
- la reconfiguration de la couverture territoriale des forces de sécurités en tenant compte des zones de conflictualité ;
- les efforts d'implication des populations civiles dans la gestion des questions sécuritaires,
- les efforts progressifs de transparence sur les politiques sécuritaires,

# Perspectives

---

- Plaidoyer auprès des nouvelles autorités pour la prise en compte des propositions dans les projets de réformes;
- Mobilisation des acteurs autour de la mise en place d'un pacte national des réformes afin que les travaux de la CRNR ne soient pas passés par pertes et profits par les nouvelles autorités (conférences publiques de restitutions du cahier de propositions: à partir du 19 décembre prochain)
- Mobilisation citoyenne autour des enjeux de gouvernance de la sécurité,
- Etc.

---

Nos contacts :

09 BP 1365 Ouagadougou 09

Téléphone : (+226) 25 41 23 26, (+226) 70 74 90 38,

E-mail : [secretariat.burkina@afrique-gouvernance.net](mailto:secretariat.burkina@afrique-gouvernance.net)

Site web : [www.afrique-gouvernance.net](http://www.afrique-gouvernance.net)

Merci pour votre aimable attention!